

Interview de Michel Destot au JDD

[Politique](#) | 25 Avril 2010 | Mise à jour le 26 Avril 2010

Michel Destot : "Pour une augmentation de la durée de cotisation"

Au PS, Michel Destot fait partie de ceux qui, comme Manuel Valls ou François Hollande, estiment que la réforme des retraites passe par une augmentation de la durée de cotisation. A condition, toutefois, que celle-ci soit "volontaire" et se décide dans le cadre plus général d'un "compromis social" avec les syndicats. Le député-maire de Grenoble précise sa pensée au *JDD.fr*.

La réforme des retraites est sur les rails. Quelle est votre appréciation de la situation ?

Le sujet est important. Il est clair que l'on ne peut pas camper sur des positions qui ont été établies il y a plusieurs années. D'autant que des tendances lourdes qui étaient connues de longue date - l'allongement de la durée de la vie ou l'arrivée à la retraite des "baby boomers" – doivent aujourd'hui "s'adapter" à un climat économique morose et une croissance molle qui pose de lourds problèmes au niveau de l'emploi et du pouvoir d'achat. Dans ce contexte, il devient effectivement urgent de trouver de nouvelles ressources.

Face à l'allongement de la durée de vie, ne faudrait-il pas tout simplement repousser l'âge du départ à la retraite ?

Non. Le PS et Martine Aubry ont eu raison de réaffirmer que l'âge légal de la retraite doit rester fixé à 60 ans, notamment pour ceux qui ont commencé à travailler tôt dans leur vie ou ceux qui ont des métiers pénibles. En revanche, ceci posé, il ne faut pas avoir peur de tout dire. Je pense par exemple que les nouvelles ressources dont nous avons besoin ne peuvent pas simplement être celles issues du capital, des banques ou des mécanismes de stock-options...

C'est pourtant une idée défendue au PS, notamment par Laurent Fabius...

Je n'y suis pas opposé, mais je dis que cela ne suffira pas. Les ressources doivent être bien supérieures à cela.

"Le PS ne peut rester en dehors du champ public"

Où faut-il aller chercher l'argent selon vous ?

Cela fait forcément débat dans l'opinion, mais cela passe à mon sens par une augmentation de la durée de cotisation. Je répète que l'âge légal de la retraite doit rester à 60 ans, mais en même temps, nous sommes tombés dans un piège quand on a incité les seniors à partir en pré-retraite. On en voit aujourd'hui la contradiction avec l'arrivée à la retraite des baby boomers. De mon point de vue, on peut donc envisager un allongement volontaire de la durée de travail, ce qui, mécaniquement, entraînera une hausse des cotisations. Toutefois, ceci ne peut se mettre en place sans une discussion bien plus globale. Le fond rattraperait alors la forme, si j'ose dire: alors que le gouvernement se contente d'une concertation avec les organisations syndicales, je lui oppose la nécessité d'une véritable négociation.

Quelle est la différence ?

On ne peut pas se contenter, comme c'est le cas aujourd'hui, de discussions tournant exclusivement autour de la question de l'âge légal de la retraite, de la durée de cotisation, et, pour faire court, de l'équilibre des comptes sociaux. Les débats doivent porter sur toute une série d'autres questions: les carrières en dents de scie, l'emploi des jeunes, celui des seniors, la formation tout au long de la vie, etc. Tout cela nécessite de véritables négociations avec les partenaires sociaux afin de parvenir à un véritable compromis social sur l'ensemble de ces sujets.

Toutefois, aujourd'hui, c'est un gouvernement de droite qui négocie avec les partenaires sociaux. Dans cette configuration-là, quelle doit-être l'attitude du PS? N'a-t-il finalement pas intérêt à rester en retrait et "attendre son tour"?

Disons que, dans la configuration actuelle, le PS ne peut pas donner l'impression qu'il va remplacer les organisations syndicales. Nous ne sommes pas dans le cas de négociations gouvernement/opposition politique, mais bien dans une discussion, disons privilégiée, entre l'exécutif et les partenaires sociaux. Toutefois, sur un plan politique, dans la mesure où le Parti socialiste a déjà gouverné et ambitionne de gouverner à nouveau en 2012, nous ne pouvons bien évidemment pas rester étrangers à tout cela. Il en va de notre responsabilité, d'autant, ne nous leurrions pas, que les discussions seront longues avant que ne se dessine un accord global...

Vous êtes donc favorable à une rencontre, prévue mardi, entre Martine Aubry et Eric Woerth, le ministre du Travail...

Absolument. Je le répète, le PS ne peut rester en dehors du champ public sur la question des retraites. A condition, bien entendu, que l'on envisage celle-ci sous tous ses aspects.

Nicolas Moscovici - leJDD.fr

Dimanche 25 Avril 2010